

Qui sème le vent...

Les élections régionales ont vu des alliances nauséabondes se réaliser entre FN et droite dite républicaine : certains des élus de celle-ci, accrochés à leur petit pouvoir, n'ont pas hésité à s'abaisser à toutes les compromissions. La gauche sociale-démocrate hurle au péril fasciste. Mais Jospin, sur le perron de Matignon, a beau jeu de condamner ces barons locaux de la droite...

En effet, dès le début des années 80, en assurant à Le Pen une large couverture médiatique, en le favorisant par les scrutins au mode proportionnel, le pouvoir mitterrandien porte une large responsabilité dans la montée du FN. Ce dernier, qui avait fait moins de 1% des voix aux présidentielles de 1981, a su profiter de cette opportunité et des angoisses alimentées par la crise économique pour arriver à cette position d'arbitre dans le jeu électoral.

Ce jeu ambigu de la sociale-démocratie poursuivait deux objectifs. D'une part diviser les électeurs de la droite (on en voit aujourd'hui les conséquences directes), d'autre part former derrière elle un « front commun anti-fasciste », c'est-à-dire une arme de combat électoraliste : voter contre le FN, c'est « forcément » voter pour la Gauche Plurielle. La peste émotionnelle entretenue autour du danger frontiste profite à tous les politiciens désireux de se refaire une vertu après le bilan socio-économique désastreux des 14 ans du pétainophile et bousquetophile Mitterrand. Mais cette stratégie montre aujourd'hui ses effets catastrophiques : non seulement le pouvoir, même de gauche, est dans l'incapacité de barrer la voie au FN, mais en plus on assiste à un durcissement vers la droite de l'ensemble de la classe politique. Pourquoi, par exemple, les lois Pasqua-Debré n'ont-elles pas été abrogées ? Pourquoi l'immigration et la sécurité sont-elles en quinze ans devenues des débats centraux de la vie politique ? Pourquoi, sinon pour récupérer par la démagogie des voix perdues au cours de ces tristes manœuvres politicardes ?

Combattre le fascisme, ce n'est pas seulement combattre le FN

Mais c'est combattre *tout* le fascisme, d'où qu'il vienne, qu'il soit ouvert ou larvé. Or ces piliers théoriques du fascisme que sont le nationalisme, le culte des hiérarchies et la défense du capitalisme sont partagés par la plus grande partie de la classe politique. Les nuances qui peuvent exister ne doivent pas masquer ce consensus sur le fond. Le FN n'est pas au pouvoir mais ses thèmes et ses politiques sont largement partagés, et repris par beaucoup d'autres. Pour lutter contre le FN, la seule solution de nos gouvernants a été de mettre en œuvre, en les édulcorant, ses idées. Et ce n'est pas prêt de cesser. Des lois racistes et xénophobes, même appliquées par la gauche, restent des lois racistes et xénophobes.

L'égalité économique et sociale, et la liberté sont les seules armes à opposer au fascisme

Nous encouragerons toutes les initiatives allant dans ce sens dans les quartiers comme dans les entreprises : auto-organisation des luttes, prise de décision en AG, mandatement impératif et contrôle des mandats.

Le combat des chômeurs et des précaires, et plus anciennement le mouvement de décembre 1995, montrent bien que la xénophobie disparaît de l'actualité lorsque les exploités luttent au coude à coude : le FN rase alors les murs.

Une société fondée sur l'exploitation économique, sur l'oppression sociale et culturelle, sur la soumission à l'autorité, ne peut combattre le fascisme. Seule une société libérée du joug de l'Etat et du Capital peut garantir la prospérité, la liberté et l'épanouissement de toutes et de tous.